

commencent doucement, très doucement à pénétrer l'univers de la Banque. Il serait sans doute très utile de contribuer à accélérer ce mouvement en invitant par exemple des asiatiques, au sein de tables rondes de la francophonie, à venir défendre leur point de vue du développement. Cela pourrait jouer un rôle important dans le processus de redéfinition des rôles de l'État et d'internalisation du processus d'ajustement qui sont essentiels pour que celui-ci puisse être couronné de succès et débouche, cette fois pour de bon, sur une reprise de la croissante («adjustment with growth»).

Les Canadiens sont particulièrement bien placés pour contribuer à réintroduire cette expérience au sein de la francophonie et à en tirer profit. Les critiques qui proviennent des Français, en effet, même si elles reposent souvent sur une bonne connaissance des réalités africaines sont fréquemment suspectes de défense d'intérêts particuliers.

c) réduction des dysfonctionnement et «good governance»

L'ajustement structurel a bien pour objectif un meilleur fonctionnement et une plus grande transparence des institutions économiques et notamment une plus grande transparence et rationalité de l'allocation et du fonctionnement budgétaire.

Toutefois, dans certains cas, vu l'environnement politique et les contraintes financières, les conséquences de l'ajustement peuvent être tout autres.

Si le régime s'y prête, la raréfaction des ressources et les mesures de stabilisation renforcent la prédation au sommet, confortent les autocrates, seuls à disposer de ressources et affaiblissent la société civile: Togo, Cameroun, Côte d'Ivoire.

Les privatisations peuvent être dévoyées pour enrichir et renforcer l'équipe au pouvoir: on a vu ce cas en Côte d'Ivoire au moment de la privatisation de l'EECI. Plus grave, au Cameroun, on voit des membres de l'équipe au pouvoir s'allier aux anciens féodaux pour réaliser à leur profit la privatisation de la SODECOTON et créer ainsi une situation explosive dans une région déjà très tendue et limitrophe du conflit tchadien (armes et soldats). La privatisation de la SEMRY voisine ne se présente pas sous de meilleurs auspices.

Dans de telles conditions, les mesures de stabilisation (réduction des effectifs et des salaires réels de la fonction publique, réduction drastique des crédits de fonctionnement) et la remise en cause du rôle de l'État se traduisent par une profonde démotivation et désorganisation de l'Administration. Si l'on y ajoute les pratiques de corruption et les comportements de prédation au plus haut niveau, les conditions sont